



1. Il n'y a ni rime ni raison sur la question du transfert de pouvoir constitutionnel en France-Afrique. Cela indique une situation alarmante plus large où tout est fluide; l'état de droit et la suprématie d'une constitution n'ont aucune incidence sur les improvisations que l'on voit dans leur gouvernance.
2. S'il y avait une voie légale vers la séparation ou un référendum sur la séparation, il ne fait aucun doute qu'une telle improvisation alarmante et de nombreux autres maux pousserait plus de 98% des Camerounais de l'Ouest à voter pour la séparation. Mais la séparation n'est pas possible, contrairement aux fausses promesses et à la violence des séparatistes. La voie rationnelle vers la protection de la culture camerounaise occidentale dans ce désert franco-africain de gouvernance anarchique doit être de lutter sans relâche pour la restauration de l'Etat fédéral du Cameroun occidental avec des droits supplémentaires et deux niveaux de protection constitutionnelle. Il est moralement répréhensible pour un Camerounais occidental consciencieux de se faire l'avocat d'un État unitaire, compte tenu de la culture de France-Afrique.
3. Il n'est pas assez raisonnable de blâmer notre mauvaise expérience sur M. Ahidjo et M. Biya, puis d'attendre irrationnellement que le Cameroun oriental se guérisse de ces prédispositions enracinées à l'anarchie et au gouvernement par de hautes instructions. Il suffit de regarder la réaction des Camerounais face à la situation au Tchad et au Mali ainsi que la feuille de route

des différents partis d'opposition sur la manière de mettre fin à ce régime de Biya. L'opposition camerounaise, y compris les convertis anglophones, nous permet de réfléchir à certains des problèmes avec les deux présidents à graver génétiquement dans l'âme de France-Afrique. Même à l'époque de l'esclavage, un esclave considérait qu'il était utile qu'un maître puisse systématiquement indiquer combien d'heures et combien de travail il fallait faire. Il n'y a rien de plus tortueux que de priver un être humain de la prévisibilité de sa vie quotidienne. Dans le système France-Afrique, il n'y a pas de principes cohérents - tout est soumis aux hautes instructions et au droit des circonstances exceptionnelles. Ces circonstances d'exception varient en fonction du type de nourriture que la personne ayant autorité ou le maître colonial avait pour le petit-déjeuner. Pour ceux qui sont sous leur autorité, c'est de la torture. Cette fluidité se retrouve dans les coups d'État au Tchad et au Mali ainsi que dans les réactions des Camerounais et du maître de France-Afrique.

#### 4. Coup d'État au Tchad: pour et contre

Au Tchad, en France et au parti au pouvoir au Cameroun, en effet, toute la CEMAC a soutenu le coup d'État. Des circonstances exceptionnelles ont été invoquées pour inciter le président de l'Assemblée nationale à collaborer à la suspension de la constitution. Sans vergogne, la France a ensuite cité la réticence du président constitutionnel par intérim comme raison de la suspension de la constitution, comme si cette seule personne était au-dessus de la constitution.

Il est naturel que le régime de Yaoundé se soit rangé du côté du maître colonial, la France, à qui le régime rend compte et dont il est très heureux de recevoir un coup de fil.

Mais l'opposition a eu des réactions mitigées. Une certaine opposition jacobinique du Cameroun oriental a célébré le coup d'État au Tchad en le qualifiant de devoir républicain. Le mot républicain est fortement abusé par France-Afrique. L'intégrité territoriale, le terrorisme, etc., sont devenus les leitmotivs de leur doctrine des circonstances exceptionnelles.

Si certains partis comme le MRC / CRM se sont rangés du côté de la constitution, dans le cas du Cameroun, ils ne sont guère considérés comme les défenseurs d'une transition constitutionnelle. Leur président, professeur de droit, supposé avoir une expérience de l'enseignement du droit constitutionnel, évoque à peine la constitution. Tacitement, il se tourne vers les militaires pour l'aider à mettre fin à ce régime ou est ouvert à des conseils de transition au cours desquels le code électoral est illégalement réformé au départ de l'actuel autocrate.

#### 5. Coup d'État dans le cadre d'un coup d'État au Mali: pour et contre

Si l'on pensait qu'un modèle avait été trouvé à partir de la situation au Tchad, on serait déçu car on ne trouve pas de principes généralisés fiables en France-Afrique.

Le peuple malien voulait une vraie démocratie. Ils ont exigé la démission du président réélu frauduleusement. La France a soutenu le voleur des élections. L'armée avisée est arrivée alors que le peuple avait déjà gagné son combat. L'armée a ensuite remplacé l'alliance opposition-société civile qui a lancé le changement. Un gouvernement de «transition» militaro-civil instable a été formé. Il a fallu beaucoup de persuasion aux militaires pour fixer la durée de vie de cette transition à 18 mois. Nous n'avons pas non plus constaté d'amélioration des problèmes de

sécurité ni d'amélioration de la marche vers des élections démocratiques. De nombreux autres problèmes économiques et grèves ont fait surface.

La marque d'une bonne constitution est qu'elle n'autorise pas la nomination et le remaniement des cabinets pendant les transitions, sauf dans de très rares cas où un ministre doit être candidat ou peut compromettre la transition. S'étant plongé dans un comportement inconstitutionnel, le Mali a généré de nouveaux problèmes et frictions à l'intérieur. Les militaires sont plus intéressés par le pouvoir que par la sécurité dont ils étaient chargés.

La France était contre le premier coup d'État et contre cet autre coup d'État dans le cadre d'un coup d'État.

Le peuple malien est confus et résigné. Cela devrait être une leçon pour les partisans d'un gouvernement de transition au Cameroun. Vous ne pouvez pas contrôler ce qui se passe en dehors de la constitution. Les règles des armes à feu. Bref, le peuple malien, désireux d'une démocratie constitutionnelle multipartite, n'est pas content car il voit son rêve s'éloigner davantage de lui. Il semble que les chefs militaires, qui hésitaient à propos des 18 mois de transition, envisagent peut-être un mandat plus long.

Mais alors que la population malienne a démissionné et mécontente du résultat de ses efforts, certaines personnes au Cameroun sont très satisfaites des coups d'État au Mali.

Naturellement, le régime a déduit de la France maîtresse que ce coup d'État devait être condamné et ils le condamnent aussi, sans vergogne sur leurs incohérences. Mais aussi, certains militants et sympathisants du MRC / CRM célèbrent le coup d'État! Leur raison? La France est contre, donc nous sommes pour ce coup d'État. Par dégoût pour la France, une disposition anti-constitutionnelle est maintenant adoptée et célébrée. Nous voyons donc une incohérence non seulement dans le comportement du maître colonial et celui de ses marionnettes, mais la population elle-même est conditionnée à mépriser les constitutions et à embrasser l'anarchie si cela leur donne un semblant de combat contre le pouvoir. Dans la tradition anglo-protestante, que ce soit en termes politiques ou économiques, le gouvernement n'est pas intrinsèquement mauvais; la primauté du droit et la règle constitutionnelle doivent être tenues dans la plus haute estime et canalisées vers l'épanouissement de tous.

France-Afrique est synonyme de coups d'État, d'anarchie, de violations constitutionnelles, de circonstances exceptionnelles, bref tout ce qui rend impossible à la prévisibilité de guider les affaires des citoyens. De cette prévisibilité établie par la règle constitutionnelle et la justice découlent la stabilité politique et l'épanouissement économique.

6. Face à tout ce drame en France-Afrique, et à l'effort déployé par les anciennes colonies anglo-protestantes d'Afrique de l'Ouest pour apprivoiser les États France-Afrique, le Cameroun occidental doit rechercher la protection dans le régime constitutionnel et le rétablissement de l'État fédéré. Un transfert de pouvoir est éminent au Cameroun. Il n'y a aucune raison de penser que des circonstances exceptionnelles France-Afrique ne seront pas invoquées pour plonger davantage la nation dans le tourbillon de l'anarchie. Mais c'est une question de caractère et d'âme du Cameroun occidental de maintenir une défense de principe du respect de la constitution. Il y a malheureusement de nombreux anglophones qui ont adopté la culture des

improvisations et des suspensions constitutionnelles. Nous devons les reconnaître comme les Camerounais occidentaux extrêmement francisés qui rêvent en France-Afrique de la langue du jacobinisme et de l'anarchie.

7. Alors qu'un certain nombre d'anciennes colonies anglo-protestantes tentent d'appivoiser la tempête de l'anarchie France-Afrique en Afrique de l'Ouest, le Cameroun occidental reste seul en Afrique centrale pour appivoiser non seulement France-Afrique Est Cameroun mais aussi l'ensemble de la zone CEMAC , comprenant 6 départements coloniaux France-Afrique.

8. La séparation n'est pas possible. La décentralisation n'est absolument pas acceptable car elle nous expose à l'instabilité, à l'improvisation et à une plus grande marginalisation à l'avenir. Nous avons le devoir de promouvoir le régime constitutionnel au Cameroun et dans la zone CEMAC. Nous devons donc prendre position contre une voie inconstitutionnelle vers le remplacement de l'autocrate sortant. Il est probable que l'Orient ne nous prendra pas au sérieux mais nous devons faire bon usage de ces tentatives pour promulguer le Tchad, au plaisir de la France et du parti RDPC, ou du Mali, au plaisir de l'opposition anarchique qui célèbre désormais le Mali. Si de telles absurdités devaient être jugées au Cameroun, nous qui défendons la restauration de la fédération devons l'utiliser comme un argument convaincant pour exiger des droits étatiques supplémentaires et une constitution à deux niveaux. Ce n'est pas dans notre intérêt, mais nous pouvons voir comment les séparatistes peuvent utiliser à leur avantage la démonstration que la règle constitutionnelle est impossible. Si la séparation n'est pas possible avec le soutien international, sauf par la guerre, si la règle constitutionnelle s'avère impossible, la base d'une union et d'une protection en tant que minorité se serait évaporée. Les séparatistes peuvent gagner de l'international pour leur cause, même si cela reste une voie improbable vers le succès.

Nous appelons les Camerounais de l'Ouest à se débarrasser de tout instinct de régime inconstitutionnel acquis de France-Afrique. Nous ne sommes protégés que si des constitutions et des lois écrites, et non des hommes forts ou des individus charismatiques, gouvernent notre Cameroun uni en tant que fédération de l'Est et de l'Ouest. Les Camerounais de l'Ouest doivent condamner à la fois le Tchad et le Mali contrairement à la grande majorité à l'Est qui soutient l'un et rejette l'autre.

**English Cameroon for a united Cameroon**  
**May 27th, 202**

---